

meurs, car un cultivateur qui travaille sur sa ferme l'hiver n'est pas un chômeur? Et l'été, on fait faire l'échantillonnage du chômage dans les villes.

Monsieur l'Orateur, faisons maintenant des statistiques avec les statistiques. Par exemple, les 800 personnes proposées au recensement, tous les mois, représentent chacune environ 6,500 ménages car il y avait 5,180,473 ménages au Canada en 1966.

Comment se fait-il que la province de Terre-Neuve compte 71 recenseurs, alors qu'elle ne compte qu'environ 96,632 ménages? C'est donc dire qu'il y a environ cinq fois trop d'enquêteurs à Terre-Neuve, car alors qu'il devrait y en avoir 14, il y en a 71. Sont-ce là des statistiques sérieuses? Et avec de telles statistiques faites à tâton, il n'est pas étonnant que le gouvernement «tâte» tout le temps et «fouille» continuellement. Les gouvernements sont très bien représentés par des statistiques aussi mal établies. Nos statistiques sont une farce, si nous connaissons la façon dont elles sont établies. Et il n'y a que des farceurs pour maintenir de telles statistiques.

L'Île-du-Prince-Édouard, comptant 25,300 ménages, devrait avoir quatre enquêteurs, mais elle en a neuf, soit cinq de trop.

La Nouvelle-Écosse, qui a 185,245 ménages, aurait droit à environ 29 enquêteurs. Or, elle en a 54, c'est-à-dire 25 de trop. Le Nouveau-Brunswick compte 141,761 ménages, ce qui lui donnerait droit à 21 enquêteurs. Or, il en a 43, soit 22 de trop ou le double du nombre auquel il aurait droit.

Le Québec a 1,389,115 ménages, ce qui lui donnerait droit à 214 enquêteurs. Or, il n'en a que 153, ce qui veut dire qu'il lui en manque 60.

L'Ontario a 1,876,545 ménages, ce qui lui donnerait droit à 289 recenseurs, et elle en a 201. Il lui en manque donc 87, si l'on veut tenir compte des proportions et obtenir des chiffres exacts. Le Manitoba a 259,280 ménages, ce qui lui donnerait droit à 40 enquêteurs, mais il en compte 47, donc 7 de trop.

La Saskatchewan possède 260,822 ménages, ce qui lui donnerait droit à 40 enquêteurs, mais elle en a 51, donc 11 de trop.

• (9.30 p.m.)

L'Alberta compte 393,707 ménages, ce qui lui donnerait droit à 60 enquêteurs; elle en a 81, soit 21 de trop.

La Colombie-Britannique possédait 543,075 ménages en 1966, et tout en ayant droit à 84 enquêteurs, elle n'en avait que 81. Il lui en manque donc trois. C'est encore en Colombie-Britannique que la situation est la mieux équilibrée au point de vue enquêteurs.

Et si je pousse un peu plus loin mon étude des statistiques du Québec, particulièrement celles relatives au chômage dans la ville de Montréal, je fais, là également, des découvertes fort intéressantes. Par exemple, dans neuf circonscriptions de la ville de Montréal, où le chômage est prononcé, il y a là dix enquêteurs. Les circonscriptions d'Hochelaga, de Lachine, de Bourassa, de Laval, de Saint-Denis et de Saint-Jacques comptent chacune un enquêteur; Maisonneuve-Rosemont et Saint-Henri en comptent deux chacune et Papineau n'en a pas un seul. Le taux de chômage tend à s'accroître dans neuf circonscriptions et l'on affecte dix enquêteurs pour établir les statistiques.

[M. Rondeau.]

Voilà maintenant un autre tableau contradictoire. Dans la circonscription d'Ahuntsic, on trouve cinq enquêteurs; dans Duvernay, quatre; dans Notre-Dame-de-Grâce, on en trouve aussi quatre. Dans trois circonscriptions, on trouve donc 13 enquêteurs.

Dans trois circonscriptions où le chômage tend à se résorber, on trouve 13 enquêteurs, et dans neuf circonscriptions où il tend à s'accroître, on trouve dix enquêteurs. Ainsi, 13 enquêteurs dans trois circonscriptions où le chômage tend à se résorber vont brosser un tableau et établir des statistiques faussées par rapport aux autres, alors que dix enquêteurs, dans neuf circonscriptions où la tendance contraire prévaut, vont établir des statistiques visant à fausser le tableau de la situation de chômage.

Plus on étudie les statistiques, surtout lorsqu'on connaît les drôles de manières selon lesquelles elles sont faites, plus on constate que les discours sur le taux de chômage deviennent moins sérieux.

Pourquoi refuse-t-on de tenir compte des chiffres, même incomplets, des centres de la main-d'œuvre? Pourquoi certains fonctionnaires ont-ils reçu l'ordre de refuser de publier le nombre des chômeurs inscrits aux centres? Le gouvernement a peur, car il ne veut pas que le public soit au courant du fiasco économique réel où il dirige le Canada.

Donnons le moins de chiffres possible et donnons ceux qui sont sans valeur. Les statistiques sont établies «à la mitaine», et malheureusement nous avons constaté que le gouvernement propose des solutions «de mitaine» pour remédier au chômage.

Depuis que je suis élu, j'ai pris connaissance de plusieurs budgets, et j'ai toujours reconnu à peu près les mêmes choses: budgets de «taxeux», budgets de faillite, budgets de chômage, budgets imprévoyants, budgets de «tâteux», tous arrosés des discours de «supposés» experts qui nous conduisent tous à la même place, savoir de plus en plus creux dans le trou économique.

Un vieux maréchal français déclarait un jour qu'au cours de sa vie il avait reconnu trois facteurs communs, dont l'un était toujours la cause d'à peu près toutes les faillites d'un individu ou d'un homme d'affaires. La première cause d'une faillite, disait-il, est très souvent l'usage exagéré de la boisson chez un individu. La deuxième cause de la faillite est souvent l'amour exagéré d'autres femmes que son épouse...

Des voix: Oh! Oh!

M. Rondeau: ...et la troisième cause, ce sont nos gouvernements qui, souvent, nous mènent à la faillite. Il faut blâmer les «supposés» experts.

Le vieux dicton à l'effet que les conseillers ne sont pas toujours ceux qui paient est encore plus vrai que jamais en 1971. Il est drôle de constater que tous les députés élus à la Chambre, surtout du côté ministériel, semblent être de parfaits ignorants, et qu'on soit obligé, de jour en jour, d'accroître le nombre des «supposés» experts auprès des ministres ou du cabinet.

Monsieur l'Orateur, les experts de la finance travaillent pour la finance, et les gouvernements élus par la finance sont au service de la finance. Malheureusement, les gouvernements se servent des budgets comme celui que l'on